

4 CHANTIERS POUR CHANGER NOS VIES ET LA SOCIÉTÉ

Le savoir : outil de révolution

Dans la société actuelle, les savoirs occupent une place de plus en plus importante mais la majorité de la population en reste exclue. Ils ont toujours été un enjeu politique et économique. Enjeu politique car c'est un outil que la classe dominante tente de confisquer pour exercer son pouvoir : d'où la censure d'artistes, de médias, les réformes libérales de l'Éducation, de la Recherche... L'enjeu économique est renforcé par les conditions nouvelles de la Révolution informationnelle, qui est rendue possible par les progrès des sciences et technologies. Ainsi le coût d'un produit dépend de plus en plus de la somme des connaissances nécessaires à sa conception. Mais le savoir est immatériel, il a vocation à être partagé et non vendu. Pour nous, c'est un atout pour construire une société de partage des savoirs, des pouvoirs et d'une autre utilisation de l'argent. La Révolution informationnelle nécessite la formation de tous : la société doit construire une Sécurité d'Emploi ou de Formation permettant la formation tout au long de la vie, y compris dans l'entreprise. C'est une des clefs de l'émancipation humaine et donc d'une société communiste.

Par contre, cette Révolution informationnelle met les capitalistes face à des contradictions qu'ils essaient de dépasser en brevetant les découvertes, en marchandisant l'Éducation, en contrôlant et en instrumentalisant les contenus et l'accès aux savoirs. Mais les citoyens résistent contre cette logique destructrice : ces dernières années, la lutte des intermittents du spectacle, des chercheurs contre la LOPRI¹, des lycéens contre la Loi Fillon, des étudiants contre les LEC², LMD³, LMU⁴.

Les systèmes de Recherche et d'Éducation sont attaqués par le capitalisme mondial pour répondre aux besoins des marchés, pour imposer la continuité du système de domination, pour diminuer la participation des États dans le financement des services publics et transférer les profits potentiels vers le secteur privé. Pour les libéraux, le rôle du système éducatif est de reproduire une élite de futurs décideurs et des travailleurs dociles exploitables immédiatement, le but de la Recherche étant de servir les entreprises pour qu'elles fassent toujours plus de profits. Ils privilégient la recherche appliquée au

¹ Loi d'Orientation et de Programmation pour la Recherche et l'Innovation

² Loi sur l'égalité des chances

³ Réorganisation des diplômes universitaires en Licence Master Doctorat

⁴ Projet de Loi de Modernisation Universitaire

détriment de la recherche fondamentale. Cassons la logique de marchandisation de la Recherche qui s'appuie sur la mise en concurrence des chercheurs, des équipes de recherches et des laboratoires. Construisons un véritable Service public de la Recherche et de l'Enseignement supérieur qui réponde aux besoins humains et non à ceux du marché. C'est toute la démarche de la Loi pour la Réussite dans l'Enseignement Supérieur, impulsée par l'UEC. Après une période de progrès gagnés par les luttes (massification, collègue unique) une petite partie des jeunes issus des milieux populaires peut s'émanciper, entre autres grâce à l'École. Mais l'École reste un outil de reproduction des inégalités sociales : beaucoup d'entre eux sont exclus du système éducatif sans qualification. Les libéraux s'appuient sur cette crise pour s'attaquer à l'École républicaine gratuite, laïque et obligatoire. Il existe une réelle rupture entre les aspirations des collégiens, des lycéens et étudiants à construire leur avenir grâce à l'École et ce que leur offre le système éducatif.

Il faut d'urgence démocratiser l'École. Elle doit créer les références culturelles communes permettant à tous de s'approprier les savoirs, elle doit garantir l'acquisition d'un ensemble large et général de savoirs communs et pour cela devenir obligatoire de 3 à 18 ans. Elle doit permettre à tous de réussir et de s'épanouir, de devenir des citoyens émancipés capables d'une analyse critique de la société afin d'agir dessus pour la transformer. Sur tout le territoire, elle doit être laïque, mixte, gratuite et obligatoire et devenir un système totalement public, de la maternelle à l'université, délivrant des diplômes nationalement cadrés et reconnus. L'État doit transformer les structures privées en structures publiques. Les budgets de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Formation tout au long de la vie, de la Culture, doivent être augmentés : c'est une question de choix de société.

- Face à l'exclusion scolaire des jeunes surtout issus de milieux populaires, nous exigeons la gratuité totale de l'école, la création d'un statut « jeune en formation » ouvrant de nouveaux droits, un contenu des cours et une pédagogie ne véhiculant pas l'idéologie dominante...

- Face aux orientations imposées et à la sélection, nous exigeons la création d'un dispositif d'orientation, notamment dans la période charnière entre le bac et l'université, permettant à l'individu de choisir et d'aller au bout de sa formation.

- Face à la dévalorisation des filières pro et techno du secondaire, face à leurs contenus revus à la baisse, face à l'exploitation des stagiaires et apprentis, nous exigeons de refonder les liens École/entreprise, entre autre pour créer un statut des stagiaires et apprentis qui protège leurs droits et corresponde à leurs besoins pédagogiques. Le contenu des formations ne doit pas être soumis aux exigences des marchés.

- Face aux droits lycéens et étudiants insuffisants et souvent bafoués, nous exigeons le respect de nos droits, notamment le droit de grève et les droits syndicaux, une réelle vie citoyenne au lycée et à l'université.

L'accès au savoir ne doit pas s'arrêter aux portes du monde du travail. Aujourd'hui, dans les entreprises, le patronat oriente toutes ses formations vers la productivité. On formate les ouvriers vers une façon de penser sur le catégoriel et l'individualisme. Il est très important

d'apporter aux travailleurs la culture, le civisme, l'histoire au sein de leurs lieux de travail. C'est une condition pour l'émancipation de tous les travailleurs.

L'art est subversif et peut bouleverser la société. Pour les capitalistes, l'éducation, la création, la pratique artistique sont trop chères, inutiles et non rentables....

Ils cherchent à enfermer l'art dans le champ marchand, le standardisent autour de critères étroits pour canaliser la créativité et ensuite restreignent son accès mais il reste un outil de résistance et de liberté. Ainsi la société capitaliste tend à enfermer l'art dans une vision et une pensée unique, elle censure et précarise les artistes. L'accès aux œuvres d'art est rigoureusement sélectif, tant au niveau matériel et géographique qu'au niveau de l'acquisition des outils intellectuels pour les décrypter. Pour que l'art joue un rôle fondamental dans la transformation de la société, il doit être démocratisé et libre. Il faudra aussi donner à tous les moyens de s'appropriier pleinement ses significations, aussi subversives soient-elles.

Battons-nous pour qu'il soit accessible et praticable par tous et donc qu'il soit porteur d'un développement culturel populaire. Battons-nous pour la liberté et le dynamisme de la création artistique avec des financements et une distribution des moyens repensés. Luttons contre toutes les censures et pour que les artistes et techniciens de l'art bénéficient d'un statut adapté sécurisé et protégé leur garantissant une juste rémunération. En cela, nous soutenons pleinement le combat des intermittents pour une véritable reconnaissance.

Les médias sont accaparés par les capitalistes pour contrôler et manipuler l'information de masse dans l'intérêt du pouvoir dominant. Un accès pluraliste à l'information menace l'emprise des dominants sur la critique de leur action c'est pourquoi ils cherchent à concentrer en quelques mains l'ensemble des moyens de communication. Le capitalisme cherche à dépasser la contradiction entre besoin d'échange de plus d'information et nécessité économique et politique de monopoliser les cadres de transmission de l'information et de maîtriser son contenu.

Luttons pour le pluralisme et la liberté de la presse, garants de la démocratie et l'accès à l'information pour tous. Luttons contre les diffamations médiatiques. Face à la pensée unique, nous réaffirmons l'importance de l'Humanité, l'HD, Avant-Garde, la presse communiste locale et de leur diffusion militante. Développons l'idée d'un service public moderne des médias qui offrirait à tous les citoyens les moyens d'accès aux différents supports de communication (bibliothèques, médiathèques, salles informatiques...) et aux nouvelles possibilités technologiques (tchat, téléchargement, blogs...). L'information dans tous les formats numériques doit pouvoir être librement partagée, dans le respect des contenus d'origine et de leur auteurs. Le nouveau Service public des Médias doit permettre à la population de s'appropriier l'ensemble des informations sur le monde, doit lui donner les moyens de les produire et doit garantir la souveraineté populaire par des instances démocratiques.